

## Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 septembre 2014

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8 % en 2014, de 1,0 % en 2015 et de 1,5 % en 2016.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE, a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

À fin septembre, l'activité économique affiche des signes de ralentissement. Parallèlement au repli de l'emploi, la consommation des ménages se contracte et l'investissement des entreprises marque le pas. Le recul de l'activité de financement et de collecte de dépôts touche l'ensemble des acteurs économiques du Territoire.

#### Sensible contraction de l'activité de financement

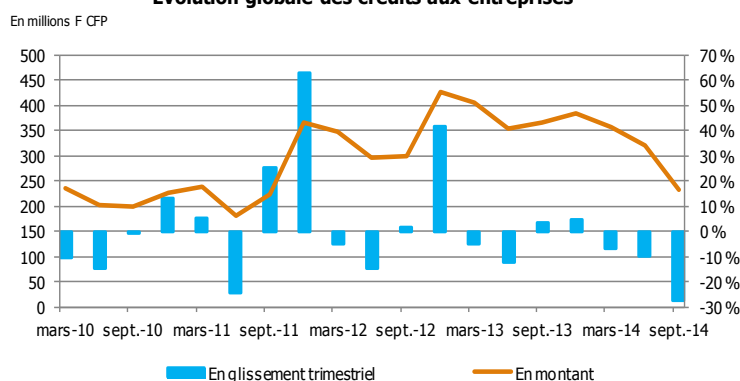
L'encours des **crédits octroyés par l'établissement de crédit local** enregistre une baisse de 7,9 % sur le trimestre, pour atteindre un encours sain de 1,55 milliard de F CFP. En repli chaque trimestre depuis fin 2013, après avoir enregistré un pic à cette période, l'encours des crédits accordés par la banque locale fléchit de 14,1 % en rythme annuel.

#### Nette diminution des crédits aux entreprises

Dans un contexte économique moins favorable, l'encours des **crédits accordés aux entreprises** recule de 27,7 % sur le trimestre, à 232 millions de F CFP (-36,6 % sur l'année).

Au cours des trois derniers mois, l'encours des crédits d'investissement progresse de 15,2 % mais se replie de 11,2 % sur l'année. Les crédits immobiliers et les autres crédits, qui représentent plus de deux tiers des crédits aux entreprises, affichent une nouvelle diminution sur le trimestre (respectivement -63,5 % et -20,3 %). L'encours des crédits d'exploitation, très faible (2 % de l'encours total, soit 4,9 millions de F CFP), croît de 58,1 % sur les trois derniers mois.

Évolution globale des crédits aux entreprises



## Nouvelle réduction des crédits aux ménages

Au 30 septembre 2014, l'encours des **crédits accordés aux ménages** se replie à un rythme constant sur le trimestre (-3,1 % après -2,6 % au 30 juin et -2,7 % à fin mars). Sur l'année, la contraction de ces concours est plus marquée (-8,3 %), pour atteindre un montant total de 1,31 milliard de F CFP.

Principale composante de l'endettement des ménages, les **crédits à la consommation** enregistrent une diminution de 2,7 % sur le trimestre (-6,8 % sur l'année). À fin septembre, l'encours des crédits à la consommation s'élève à 1,16 milliard de F CFP, soit 88,9 % de leur endettement total.

Le financement de l'habitat est en constante diminution depuis septembre 2012. En retrait de 6,4 % sur le trimestre (-19,3 % sur l'année), l'encours des **crédits à l'habitat** s'élève à 145 millions de F CFP à fin septembre.

L'institution d'une sous-régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utu (arrêté du 14 mai 2014 publié au JORF) pourrait améliorer le dispositif de recouvrement des crédits à la clientèle et constituer un premier élément de réponse à la relance de l'activité de financement de l'habitat ainsi que d'autres secteurs.

## Une sinistralité maîtrisée, en légère augmentation

La qualité du portefeuille de la banque affiche un taux de **créances douteuses** en légère hausse (+0,5 point, soit 5,7 % à fin septembre contre 5,2 % à fin juin 2014). L'encours des créances douteuses brutes, qui s'élève à 93,8 millions de F CFP, progresse de 1,3 % sur le trimestre (-0,8 % sur l'année).

La qualité du portefeuille demeure stable depuis décembre 2012.

Le secteur du commerce concentre 56,4 % des créances douteuses de la banque locale.

## Repli des actifs financiers collectés localement

La nette contraction des actifs financiers au cours du trimestre s'inscrit dans un contexte de baisse de l'activité économique.

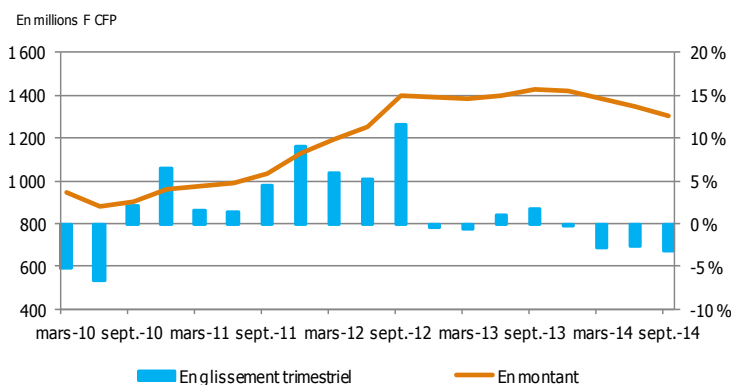
À fin septembre, l'encours total des **dépôts locaux** recule de 5,6 % sur le trimestre. Sur l'année, les actifs financiers collectés par l'établissement de crédit local enregistre un fléchissement moins marqué (-2,9 %), à 4,73 milliards de F CFP.

L'encours des **dépôts à vue** témoigne d'une nouvelle augmentation sur le trimestre (+7,5 % après +1,1 % au 30 juin). Il représente 83,1 % des actifs financiers gérés localement et s'élève à 3,93 milliards de F CFP, en progression de 10,8 % sur l'année. Cette évolution s'explique essentiellement par les dépôts à vue des collectivités locales, dont l'encours ressort en hausse de 51,7 % sur les trois derniers mois. Dans une moindre mesure, les dépôts à vue des ménages affichent un rebond de 1,9 %, après -0,7 % à fin juin. En repli pour le troisième trimestre consécutif, la contraction des dépôts à vue des entreprises tend à se renforcer (-10,9 % contre -1,5 % au 30 juin 2014).

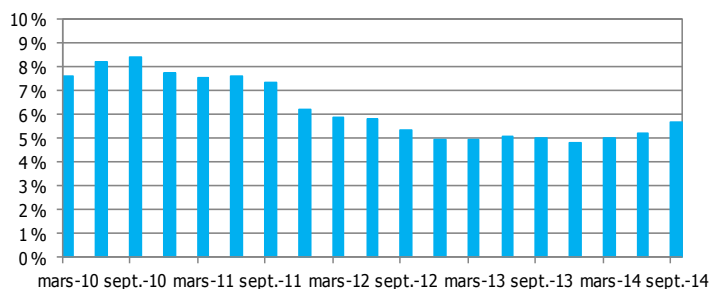
L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** recule de 4,3 % sur le trimestre (+5,2 % sur l'année). Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (10,7 %), à 507 millions de F CFP.

Détenus principalement par les collectivités locales, les **dépôts à terme** enregistrent la plus forte contraction au cours du trimestre (-64,7 %, -65,6 % sur l'année). Ces actifs s'élèvent désormais à 290 millions de F CFP et représentent 6,1 % des dépôts locaux.

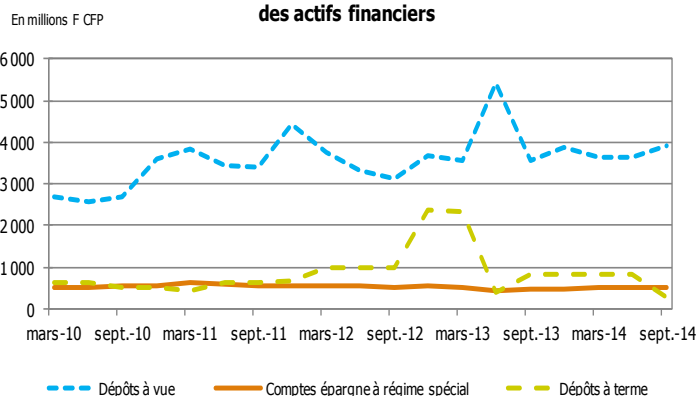
Évolution globale des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Évolution des principales composantes des actifs financiers



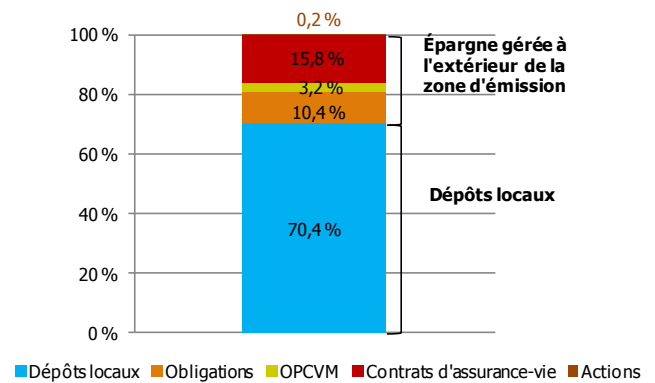
## Stabilité des autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'**autres placements financiers** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations...), non transformables pour leur activité de financement. Ils représentent 29,6 % de l'ensemble des actifs financiers (+1,1 point).

Ces avoirs s'établissent à 1,99 milliard de F CFP, un niveau stable sur le trimestre (-0,2 %). Principal produit d'épargne géré hors de la zone d'émission, les **contrats d'assurance-vie** (53,3 % du volume total de ces placements) enregistrent une légère baisse sur le trimestre (-1,1 %, +8,8 % sur l'année). Les **obligations**, qui représentent 35,3 % de ces actifs, affichent une nouvelle augmentation au cours des trois derniers mois (+0,8 %, +3,2 % en rythme annuel).

L'ensemble des **dépôts détenus par les agents économiques** s'élève à 6,71 milliards de F CFP, en recul de 4,1 % sur le trimestre et de 3,8 % sur l'année.

Répartition des dépôts



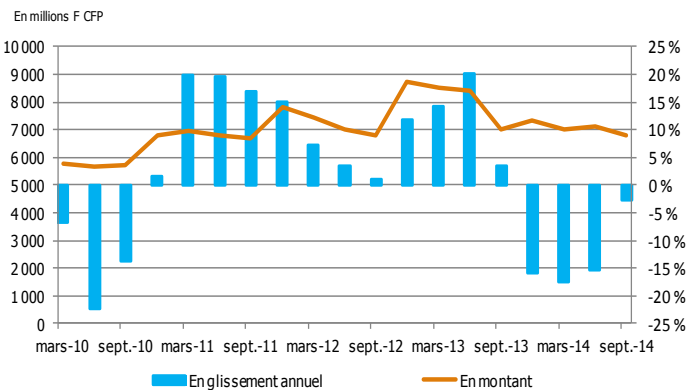
## Le solde emplois-ressources du système bancaire local

### Contraction de la masse monétaire sur le trimestre

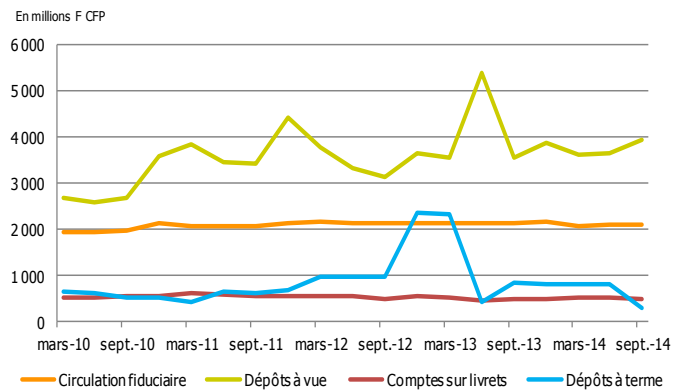
Au 30 septembre, la **masse monétaire M3** se replie de 4,1 % au cours des trois derniers mois, pour s'établir à 6,82 milliards de F CFP. Cette évolution s'explique par la sensible contraction des **dépôts à terme** sur le trimestre (-64,7 %) et, dans une moindre mesure, des **comptes sur livrets** (-4,3 %). À l'inverse, les **dépôts à vue** s'inscrivent en hausse de 7,5 % au cours des trois derniers mois et enregistrent un encours encore jamais atteint (3,93 milliards de F CFP).

En rythme annuel, la masse monétaire se contracte plus modérément (-2,6 % au 30 septembre), sensiblement impactée par le reflux des dépôts à terme (-65,6 % au cours des douze derniers mois). Parallèlement, les encours des dépôts à vue et les comptes sur livrets ont respectivement progressé de 10,8 % et de 5,2 % sur l'année.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



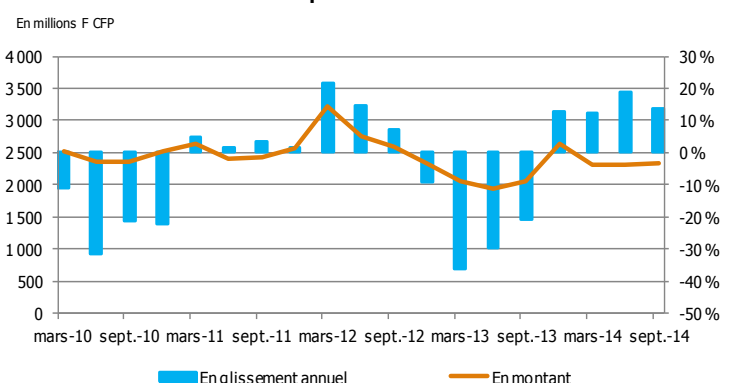
### La position extérieure nette s'améliore

Au 30 septembre 2014, les **ressources du système bancaire local** s'élèvent à 4,53 milliards de F CFP (-3,4 % sur le trimestre, -1,6 % sur l'année). Essentiellement issues des dépôts collectés (84,8 % du total), elles concourent à 36,3 % au financement de l'activité de crédit.

Le **solde emplois-ressources clientèle** de la banque ressort en baisse de 1,3 % sur le trimestre, à 2,20 milliards de F CFP (+9,0 % sur l'année) en lien avec le recul des dépôts collectés (-159 millions de F CFP) plus important en valeur que celui des crédits (-76 millions de F CFP).

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) s'élève ainsi à 2,34 milliards de F CFP, en hausse de 1,6 % en rythme trimestriel (+13,8 % sur l'année).

Évolution de la position extérieure nette



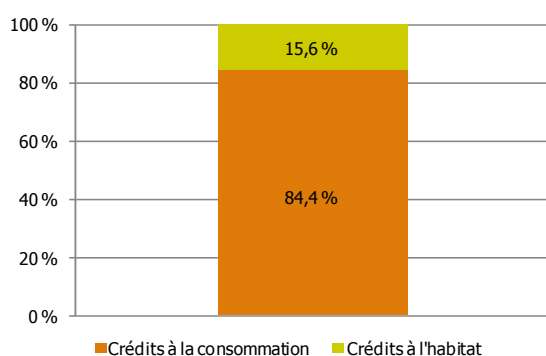
# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

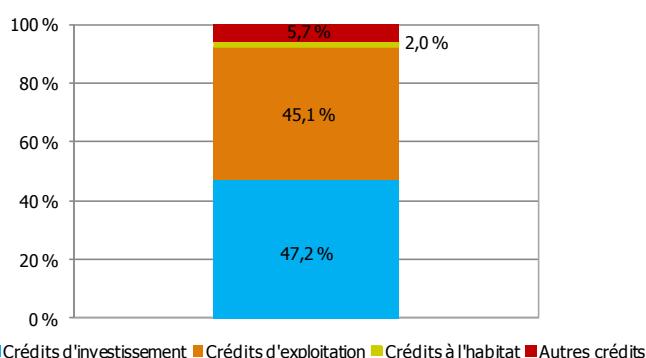
En repli depuis septembre 2013, l'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire se contracte de 2,1 % sur le trimestre, à 3,63 milliards de F CFP (-15,0 % sur l'année). L'ensemble des agents économiques locaux est touché par ce fléchissement de l'activité de financement. Les **crédits octroyés aux ménages** se contractent de 3,8 % sur le trimestre et de 10,9 % en rythme annuel, sensiblement impactés par la nouvelle diminution des crédits à la consommation (-2,7 %, -6,8 % sur les douze derniers mois). Les **concours accordés aux entreprises** affichent une légère baisse sur le trimestre (-0,7 %, -16,5 % sur l'année), à 2,04 milliards de F CFP. Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** se maintiennent sur le trimestre à 186 millions de F CFP (-16,4 % en rythme annuel).

La part de marché des **établissements de crédits non installés localement** représente 57,3 % des crédits accordés (en hausse de 2,7 points). D'un encours de 2,08 milliards de F CFP, ceux-ci affichent un rebond de 2,8 % sur le trimestre (après -7,0 % à fin juin), mais se replie de 15,7 % sur l'année.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 975	2 077	2 151	2 133	2 158	2 064	2 104	2 091	-0,6%	-2,0%
<i>Billets</i>	<i>1 974</i>	<i>2 078</i>	<i>2 153</i>	<i>2 133</i>	<i>2 157</i>	<i>2 065</i>	<i>2 104</i>	<i>2 091</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-2,0%</i>
<i>Pièces</i>	<i>1</i>	<i>-1</i>	<i>-2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Dépôts à vue	2 689	3 420	3 134	3 547	3 872	3 619	3 657	3 931	7,5%	10,8%
<b>TOTAL M1</b>	<b>4 664</b>	<b>5 497</b>	<b>5 285</b>	<b>5 680</b>	<b>6 029</b>	<b>5 683</b>	<b>5 761</b>	<b>6 022</b>	<b>4,5%</b>	<b>6,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>543</b>	<b>569</b>	<b>499</b>	<b>482</b>	<b>487</b>	<b>514</b>	<b>530</b>	<b>507</b>	<b>-4,3%</b>	<b>5,2%</b>
Comptes sur livrets	543	569	499	482	487	514	530	507	-4,3%	5,2%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M2</b>	<b>5 207</b>	<b>6 066</b>	<b>5 784</b>	<b>6 163</b>	<b>6 516</b>	<b>6 197</b>	<b>6 291</b>	<b>6 529</b>	<b>3,8%</b>	<b>5,9%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>516</b>	<b>628</b>	<b>984</b>	<b>841</b>	<b>830</b>	<b>820</b>	<b>820</b>	<b>290</b>	<b>-64,7%</b>	<b>-65,6%</b>
Dépôts à terme	516	628	984	841	830	820	820	290	-64,7%	-65,6%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M3</b>	<b>5 723</b>	<b>6 694</b>	<b>6 768</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>7 111</b>	<b>6 819</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-2,6%</b>
<b>P1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>M3+P1</b>	<b>5 723</b>	<b>6 694</b>	<b>6 768</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>7 111</b>	<b>6 819</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-2,6%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>6 264</b>	<b>5 753</b>	<b>7 070</b>	<b>7 184</b>	<b>7 369</b>	<b>7 247</b>	<b>5 915</b>	<b>5 987</b>	<b>1,2%</b>	<b>-16,7%</b>
Institut d'émission	3 581	3 127	4 303	4 908	4 741	4 941	3 614	3 650	1,0%	-25,6%
Établissements de crédit	2 683	2 627	2 767	2 276	2 628	2 307	2 302	2 338	1,6%	2,7%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>639</b>	<b>1 314</b>	<b>719</b>	<b>851</b>	<b>826</b>	<b>868</b>	<b>916</b>	<b>799</b>	<b>-12,8%</b>	<b>-6,1%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-1 179</b>	<b>-373</b>	<b>-1 021</b>	<b>-1 031</b>	<b>-848</b>	<b>-1 099</b>	<b>280</b>	<b>32</b>	<b>-88,4%</b>	<b>n.s</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 204	1 370	1 813	1 898	1 940	1 845	1 775	1 643	-7,4%	-13,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 383	1 743	2 835	2 929	2 788	2 944	1 495	1 611	7,8%	-45,0%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>584</i>	<i>590</i>	<i>596</i>	<i>598</i>	<i>600</i>	<i>601</i>	<i>601</i>	<i>602</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,7%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>94</i>	<i>93</i>	<i>90</i>	<i>87</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>85</i>	<i>-0,9%</i>	<i>-2,5%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>336</i>	<i>202</i>	<i>170</i>	<i>222</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>-100,0%</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 369</i>	<i>858</i>	<i>1 979</i>	<i>2 021</i>	<i>2 101</i>	<i>2 258</i>	<i>808</i>	<i>924</i>	<i>14,4%</i>	<i>-54,3%</i>
<b>Total M3</b>	<b>5 723</b>	<b>6 694</b>	<b>6 768</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>7 111</b>	<b>6 819</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-2,6%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>2 347</b>	<b>2 425</b>	<b>2 597</b>	<b>2 054</b>	<b>2 628</b>	<b>2 307</b>	<b>2 302</b>	<b>2 338</b>	<b>1,6%</b>	<b>13,8%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>3 702</b>	<b>3 898</b>	<b>4 535</b>	<b>4 600</b>	<b>4 970</b>	<b>4 674</b>	<b>4 688</b>	<b>4 528</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-1,6%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	52	0	0	441	271	362	487	411	-15,6%	-6,8%
Crédits bruts	1 204	1 370	1 813	1 898	1 940	1 845	1 775	1 643	-7,4%	-13,4%
Réserves obligatoires et libres	99	103	124	207	132	160	125	136	8,4%	-34,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 347	2 425	2 597	2 054	2 628	2 307	2 302	2 338	1,6%	13,8%
<b>Ressources</b>	<b>3 702</b>	<b>3 898</b>	<b>4 535</b>	<b>4 600</b>	<b>4 970</b>	<b>4 674</b>	<b>4 688</b>	<b>4 528</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-1,6%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	3 024	3 210	3 819	3 914	4 284	3 987	4 000	3 841	-4,0%	-1,9%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	678	683	686	685	686	687	687	687	0,0%	0,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	5	30	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>Solde emplois-ressources clientèle</b>	<b>1 820</b>	<b>1 840</b>	<b>2 005</b>	<b>2 017</b>	<b>2 344</b>	<b>2 141</b>	<b>2 226</b>	<b>2 197</b>	<b>-1,3%</b>	<b>9,0%</b>

## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 302,4</b>	<b>1 480,0</b>	<b>1 292,7</b>	<b>1 614,2</b>	<b>1 805,8</b>	<b>1 625,9</b>	<b>1 602,9</b>	<b>1 442,2</b>	<b>-10,0%</b>	<b>-10,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>922,1</b>	<b>1 045,6</b>	<b>1 224,0</b>	<b>1 301,0</b>	<b>1 642,7</b>	<b>1 499,8</b>	<b>1 476,7</b>	<b>1 316,0</b>	<b>-10,9%</b>	<b>1,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>188,6</b>	<b>434,4</b>	<b>68,6</b>	<b>313,2</b>	<b>163,1</b>	<b>126,1</b>	<b>126,2</b>	<b>126,2</b>	<b>0,0%</b>	<b>-59,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	188,6	434,4	68,6	313,2	163,1	126,1	126,2	126,2	0,0%	-59,7%
<i>dont comptes à terme</i>	188,6	285,5	27,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	148,9	41,6	301,2	151,1	114,1	114,2	114,2	0,0%	-62,1%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>191,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Ménages</b>	<b>2 990,2</b>	<b>2 913,2</b>	<b>2 942,4</b>	<b>3 144,8</b>	<b>3 252,3</b>	<b>3 103,4</b>	<b>3 133,8</b>	<b>3 124,3</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 271,3</b>	<b>1 263,7</b>	<b>1 272,5</b>	<b>1 498,1</b>	<b>1 581,7</b>	<b>1 399,6</b>	<b>1 390,4</b>	<b>1 416,7</b>	<b>1,9%</b>	<b>-5,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>751,3</b>	<b>598,2</b>	<b>565,2</b>	<b>519,8</b>	<b>527,3</b>	<b>547,2</b>	<b>561,5</b>	<b>536,2</b>	<b>-4,5%</b>	<b>3,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	521,2	535,2	481,2	446,1	453,9	483,6	497,9	472,3	-5,1%	5,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	521,2	535,2	481,2	446,1	453,9	483,6	497,9	472,3	-5,1%	5,9%
Placements indexés sur les taux de marché	230,1	63,0	84,0	73,7	73,4	63,6	63,7	64,0	0,5%	-13,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	48,5	63,0	84,0	73,7	73,4	63,6	63,7	64,0	0,5%	-13,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	181,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Épargne à long terme</b>	<b>967,5</b>	<b>1 051,3</b>	<b>1 104,6</b>	<b>1 126,9</b>	<b>1 143,2</b>	<b>1 156,6</b>	<b>1 181,8</b>	<b>1 171,4</b>	<b>-0,9%</b>	<b>3,9%</b>
<i>dont actions</i>	15,0	9,8	11,9	15,8	16,3	16,1	15,5	16,0	3,1%	1,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	69,5	94,5	114,9	138,1	141,3	93,4	96,3	97,0	0,7%	-29,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	883,1	947,0	977,8	973,1	985,6	1 047,1	1 070,0	1 058,4	-1,1%	8,8%
<b>Autres agents</b>	<b>3 887,6</b>	<b>3 622,3</b>	<b>2 169,9</b>	<b>2 219,7</b>	<b>2 110,1</b>	<b>2 187,9</b>	<b>2 262,6</b>	<b>2 148,2</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-3,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>496,0</b>	<b>1 110,6</b>	<b>637,1</b>	<b>748,2</b>	<b>647,2</b>	<b>719,4</b>	<b>789,8</b>	<b>1 198,0</b>	<b>51,7%</b>	<b>60,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 180,2</b>	<b>1 749,3</b>	<b>890,9</b>	<b>792,1</b>	<b>778,1</b>	<b>775,2</b>	<b>777,1</b>	<b>248,8</b>	<b>-68,0%</b>	<b>-68,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	21,6	33,7	17,9	36,4	33,4	30,5	32,4	35,2	8,6%	-3,4%
Placements indexés sur les taux de marché	2 158,6	1 715,6	873,1	755,7	744,7	744,7	744,7	213,6	-71,3%	-71,7%
<i>dont comptes à terme</i>	279,0	279,3	873,1	755,7	744,7	744,7	744,7	213,6	-71,3%	-71,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 211,4</b>	<b>762,4</b>	<b>641,9</b>	<b>679,4</b>	<b>684,8</b>	<b>693,2</b>	<b>695,7</b>	<b>701,4</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 180,2</b>	<b>8 015,6</b>	<b>6 404,9</b>	<b>6 978,7</b>	<b>7 168,2</b>	<b>6 917,1</b>	<b>6 999,3</b>	<b>6 714,8</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-3,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 689,5</b>	<b>3 420,0</b>	<b>3 133,7</b>	<b>3 547,4</b>	<b>3 871,6</b>	<b>3 618,8</b>	<b>3 656,9</b>	<b>3 930,7</b>	<b>7,5%</b>	<b>10,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 120,1</b>	<b>2 781,9</b>	<b>1 524,8</b>	<b>1 625,1</b>	<b>1 468,5</b>	<b>1 448,5</b>	<b>1 464,8</b>	<b>911,2</b>	<b>-37,8%</b>	<b>-43,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	542,8	568,8	499,1	482,5	487,3	514,1	530,3	507,4	-4,3%	5,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	542,8	568,8	499,1	482,5	487,3	514,1	530,3	507,4	-4,3%	5,2%
Placements indexés sur les taux de marché	2 577,3	2 213,0	1 025,7	1 142,6	981,2	934,4	934,6	403,8	-56,8%	-64,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	516,1	627,8	984,1	841,4	830,1	820,3	820,4	289,6	-64,7%	-65,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 061,2	1 585,3	41,6	301,2	151,1	114,1	114,2	114,2	0,0%	-62,1%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 370,7</b>	<b>1 813,7</b>	<b>1 746,5</b>	<b>1 806,2</b>	<b>1 828,1</b>	<b>1 849,8</b>	<b>1 877,5</b>	<b>1 872,8</b>	<b>-0,3%</b>	<b>3,7%</b>
<i>dont actions</i>	15,0	9,8	11,9	15,8	16,3	16,1	15,5	16,0	3,1%	1,5%
<i>dont obligations</i>	1 403,1	762,4	641,9	679,4	684,8	693,2	695,7	701,4	0,8%	3,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	69,5	94,5	114,9	138,1	141,3	93,4	96,3	97,0	0,7%	-29,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	883,1	947,0	977,8	973,1	985,6	1 047,1	1 070,0	1 058,4	-1,1%	8,8%

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>3 748,4</b>	<b>4 616,6</b>	<b>4 616,8</b>	<b>4 871,3</b>	<b>5 189,0</b>	<b>4 953,2</b>	<b>5 007,6</b>	<b>4 727,8</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-2,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 689,5</b>	<b>3 420,0</b>	<b>3 133,7</b>	<b>3 547,4</b>	<b>3 871,6</b>	<b>3 618,8</b>	<b>3 656,9</b>	<b>3 930,7</b>	<b>7,5%</b>	<b>10,8%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>542,8</b>	<b>568,8</b>	<b>499,1</b>	<b>482,5</b>	<b>487,3</b>	<b>514,1</b>	<b>530,3</b>	<b>507,4</b>	<b>-4,3%</b>	<b>5,2%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	542,8	568,8	499,1	482,5	487,3	514,1	530,3	507,4	-4,3%	5,2%
<b>Dépôts à terme</b>	<b>516,1</b>	<b>627,8</b>	<b>984,1</b>	<b>841,4</b>	<b>830,1</b>	<b>820,3</b>	<b>820,4</b>	<b>289,6</b>	<b>-64,7%</b>	<b>-65,6%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Placement HZE</b>	<b>4 431,8</b>	<b>3 399,0</b>	<b>1 788,1</b>	<b>2 107,4</b>	<b>1 979,2</b>	<b>1 963,9</b>	<b>1 991,7</b>	<b>1 987,0</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-5,7%</b>
<i>dont actions</i>	15,0	9,8	11,9	15,8	16,3	16,1	15,5	16,0	3,1%	1,5%
<i>dont obligations</i>	1 403,1	762,4	641,9	679,4	684,8	693,2	695,7	701,4	0,8%	3,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 061,2	1 585,3	41,6	301,2	151,1	114,1	114,2	114,2	0,0%	-62,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	69,5	94,5	114,9	138,1	141,3	93,4	96,3	97,0	0,7%	-29,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	883,1	947,0	977,8	973,1	985,6	1 047,1	1 070,0	1 058,4	-1,1%	8,8%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 180,2</b>	<b>8 015,6</b>	<b>6 404,9</b>	<b>6 978,7</b>	<b>7 168,2</b>	<b>6 917,1</b>	<b>6 999,3</b>	<b>6 714,8</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-3,8%</b>

## Les crédits à l'économie

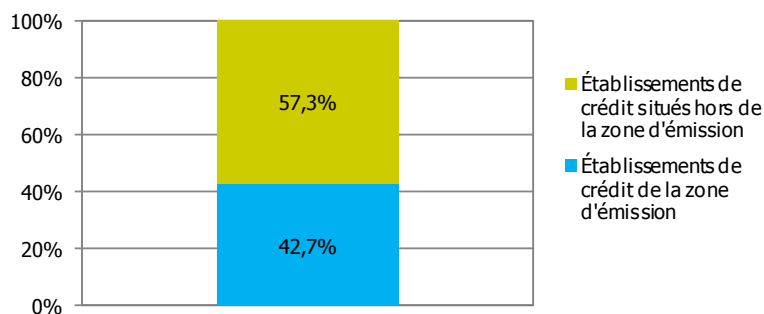
### Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	64,1	65,6	33,7	5,1	35,7	24,0	3,1	4,9	58,1%	-2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	64,1	65,6	28,6	5,1	35,7	24,0	3,1	4,9	58,1%	-2,7%
Crédits d'investissement	85,8	78,2	75,0	79,9	73,8	67,7	61,6	70,9	15,2%	-11,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	85,8	78,2	75,0	79,9	73,8	67,7	61,6	70,9	15,2%	-11,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	66,7	66,4	58,6	41,4	37,7	34,0	30,2	30,0	-0,8%	-27,6%
Crédits à l'habitat	0,0	45,7	130,9	120,1	117,3	114,5	111,7	40,8	-63,5%	-66,0%
Autres crédits	49,9	35,3	60,8	161,5	155,7	150,5	145,3	115,8	-20,3%	-28,3%
<b>Encours sain</b>	<b>199,8</b>	<b>224,8</b>	<b>300,4</b>	<b>366,5</b>	<b>382,6</b>	<b>356,8</b>	<b>321,6</b>	<b>232,4</b>	<b>-27,7%</b>	<b>-36,6%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	845,5	976,9	1 188,7	1 245,4	1 249,5	1 220,0	1 194,0	1 161,3	-2,7%	-6,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	826,1	960,8	1 168,3	1 224,9	1 228,0	1 201,6	1 177,9	1 144,7	-2,8%	-6,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19,4	16,1	20,4	20,5	21,5	18,4	16,1	16,7	3,7%	-18,9%
Crédits à l'habitat	53,8	55,5	212,4	179,1	173,6	164,0	154,3	144,5	-6,4%	-19,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>899,3</b>	<b>1 032,4</b>	<b>1 401,2</b>	<b>1 424,5</b>	<b>1 423,1</b>	<b>1 384,0</b>	<b>1 348,3</b>	<b>1 305,8</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-8,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>3,7</b>	<b>12,0</b>	<b>15,5</b>	<b>12,3</b>	<b>40,8</b>	<b>12,0</b>	<b>12,1</b>	<b>11,3</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-8,4%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 102,9</b>	<b>1 269,2</b>	<b>1 717,0</b>	<b>1 803,3</b>	<b>1 846,5</b>	<b>1 752,7</b>	<b>1 682,0</b>	<b>1 549,5</b>	<b>-7,9%</b>	<b>-14,1%</b>
Créances douteuses brutes	100,9	100,6	96,5	94,6	93,1	92,7	92,6	93,8	1,3%	-0,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7,1	7,9	6,4	7,2	7,0	6,9	6,7	8,7	29,6%	19,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,0	1,9	0,5	0,9	0,9	0,8	0,7	2,5	249,2%	179,3%
<i>(dt) Ménages</i>	7,1	6,0	5,9	6,3	6,1	6,1	6,0	6,1	3,0%	-3,1%
<i>Provisions</i>	93,9	92,6	90,1	87,3	86,1	85,8	85,9	85,2	-0,9%	-2,5%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 203,8</b>	<b>1 369,8</b>	<b>1 813,5</b>	<b>1 897,9</b>	<b>1 939,6</b>	<b>1 845,5</b>	<b>1 774,7</b>	<b>1 643,3</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-13,4%</b>
Taux de créances douteuses	8,4%	7,3%	5,3%	5,0%	4,8%	5,0%	5,2%	5,7%	0,5 pt	0,7 pt
Taux de provisionnement	93,0%	92,1%	93,4%	92,4%	92,5%	92,6%	92,8%	90,8%	-2,0 pt	-1,6 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	64,1	65,6	1 231,7	76,1	111,7	61,1	8,7	921,4	10491,0%	1110,9%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	1 126,4	0,0	0,0	0,0	0,0	900,5	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	64,1	65,6	100,2	76,1	111,7	61,1	8,7	20,9	140,4%	-72,5%
Crédits d'investissement	1 002,4	808,0	1 090,5	2 085,6	1 985,0	1 872,9	1 789,2	963,2	-46,2%	-53,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 002,4	808,0	1 090,5	2 085,6	1 985,0	1 872,9	1 789,2	963,2	-46,2%	-53,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	70,6	70,0	61,6	43,5	39,8	35,7	31,8	31,5	-0,7%	-27,6%
Crédits à l'habitat	0,0	45,7	130,9	120,1	117,3	114,5	111,7	40,8	-63,5%	-66,0%
Autres crédits	49,9	35,3	60,8	161,5	155,7	150,5	145,3	115,8	-20,3%	-28,3%
<b>Encours sain</b>	<b>1 116,4</b>	<b>954,6</b>	<b>2 513,9</b>	<b>2 443,3</b>	<b>2 369,7</b>	<b>2 199,0</b>	<b>2 054,9</b>	<b>2 041,2</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-16,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	845,5	976,9	1 188,7	1 245,4	1 249,5	1 220,0	1 194,0	1 161,3	-2,7%	-6,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	826,1	960,8	1 168,3	1 224,9	1 228,0	1 201,6	1 177,9	1 144,7	-2,8%	-6,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19,4	16,1	20,4	20,5	21,5	18,4	16,1	16,7	3,7%	-18,9%
Crédits à l'habitat	373,7	320,8	400,6	299,5	280,8	255,9	236,6	214,6	-9,3%	-28,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 219,3</b>	<b>1 297,7</b>	<b>1 589,4</b>	<b>1 544,9</b>	<b>1 530,3</b>	<b>1 475,9</b>	<b>1 430,6</b>	<b>1 376,0</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-10,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	322,2	289,4	255,8	222,3	203,6	203,6	185,8	185,8	0,0%	-16,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	322,2	289,4	255,8	222,3	203,6	203,6	185,8	185,8	0,0%	-16,4%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>322,2</b>	<b>289,4</b>	<b>255,8</b>	<b>222,3</b>	<b>203,6</b>	<b>203,6</b>	<b>185,8</b>	<b>185,8</b>	<b>0,0%</b>	<b>-16,4%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>96,2</b>	<b>79,8</b>	<b>76,7</b>	<b>55,4</b>	<b>60,5</b>	<b>47,1</b>	<b>30,6</b>	<b>22,9</b>	<b>-25,4%</b>	<b>-58,7%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 754,0</b>	<b>2 621,5</b>	<b>4 435,7</b>	<b>4 265,9</b>	<b>4 164,0</b>	<b>3 925,7</b>	<b>3 701,9</b>	<b>3 625,8</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-15,0%</b>
<i>dont ECHZE</i>	1 651,1	1 352,3	2 718,7	2 462,6	2 317,6	2 172,9	2 019,9	2 076,3	2,8%	-15,7%
Créances douteuses brutes	777,3	592,1	493,0	470,0	468,8	460,8	447,4	444,2	-0,7%	-5,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	335,0	298,0	274,1	269,9	270,4	266,6	263,3	263,2	0,0%	-2,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	208,8	204,5	200,8	199,5	199,1	198,1	197,5	199,0	0,7%	-0,3%
<i>(dt) Ménages</i>	126,1	93,5	73,3	70,4	71,4	68,6	65,7	64,1	-2,4%	-8,9%
Provisions	442,3	294,1	218,9	200,1	198,4	194,1	184,2	181,0	-1,7%	-9,5%
<b>Encours brut total</b>	<b>3 531,4</b>	<b>3 213,6</b>	<b>4 928,7</b>	<b>4 735,9</b>	<b>4 632,9</b>	<b>4 386,5</b>	<b>4 149,4</b>	<b>4 070,0</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-14,1%</b>
Taux de créances douteuses	22,0%	18,4%	10,0%	9,9%	10,1%	10,5%	10,8%	10,9%	0,1 pt	1,0 pt
Taux de provisionnement	56,9%	49,7%	44,4%	42,6%	42,3%	42,1%	41,2%	40,7%	-0,5 pt	-1,9 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE  
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : décembre 2014 – Dépôt légal : décembre 2014 – ISSN : 2271-5770